

Discours inaugural

Le sénateur Edgardo J. Angara

Conférence de la SEAPAC 2005

30 mars 2005

Centre international des congrès des Philippines

Manille

J'attends la tenue de cette conférence depuis longtemps. C'est pour moi un grand honneur d'avoir pu réunir ici aujourd'hui les parlementaires de l'ANASE pour conclure un pacte de lutte contre la corruption au sein de chacun de nos gouvernements et de nos sociétés. Je remercie les délégués de leur présence à Manille, de même que nos invités, pour avoir pris le temps de venir ici témoigner de leur engagement à l'égard de cette entreprise audacieuse mais profondément gratifiante.

C'est aussi l'occasion toute indiquée pour renouer d'anciens liens et en tisser de nouveaux. Je me permets d'accueillir chaleureusement les participants présents lors de l'assemblée de fondation de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC), à Ottawa (Canada), en octobre 2002. De fait, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis.

À titre de représentant de l'Asie au conseil exécutif de la GOPAC, c'est avec grand plaisir que j'ai accepté de prendre en charge l'organisation de la section de l'Asie du Sud-Est – la première en Asie. Nous comptons bien prendre notre place parmi les autres sections régionales de la GOPAC, en l'occurrence la Section canadienne, la Section latino-américaine, la Section nord-africaine et la Section moyen-orientale.

Je remercie du fond du cœur le président du Sénat, Franklin M. Drilon, d'avoir accepté d'être le conférencier principal de cette conférence historique.

Je ne saurais trop insister sur la nécessité pour nous de s'attaquer au problème de la corruption et de chercher des façons d'y faire échec. Il est absolument nécessaire que nous, législateurs, conjuguions nos efforts pour lutter contre la corruption, parce que celle-ci prive nos populations des trop rares ressources disponibles, fait fuir les investisseurs locaux et étrangers et nuit au tourisme.

À titre de parlementaires, nous pouvons devenir des modèles et avons l'autorité morale pour obliger nos gouvernements à rendre des comptes et à faire preuve d'une plus grande ouverture et transparence.

Au moment où j'ai parrainé la Loi sur la réforme des marchés publics au Sénat philippin, j'ai dû subir d'énormes pressions de la part des entrepreneurs du gouvernement qui entretiennent des liens avec des membres des comités d'adjudication. Mais aujourd'hui, cette loi, qui a complètement transformé le système d'appel d'offres de la fonction publique, constitue la plus importante mesure de lutte contre la corruption à avoir jamais été adoptée par notre pays.

La Loi sur l'ombudsman, que j'ai aussi parrainée au Sénat, vise elle aussi à assainir notre bureaucratie et à mettre au pas nos élus. La Loi sur l'établissement des partis politiques actuellement à l'étude, qui vise à transformer les partis politiques en institutions publiques, créera une nouvelle race de politiciens animés par une idéologie plutôt qu'asservis aux intérêts de leurs bailleurs de fonds.

Inutile de dire que la lutte contre la corruption représente un défi colossal. Nos objectifs ne sont toutefois pas hors d'atteinte. La corruption

transcende les frontières et, à ce titre, les moyens déployés pour y faire échec doivent aussi avoir une portée transnationale.

Mettons à profit nos expériences respectives et synchronisons nos efforts. Faisons preuve de volonté politique et attelons-nous à cette tâche, qui représente sans doute le défi le plus urgent de notre époque. Faisons sans délai de la lutte contre la corruption notre principale priorité.

Je vous remercie et vous souhaite le bonjour!